LA REVUE CIVIQUE

à l'épicentre du débat d'idées et des think tanks

<u>ww.revuecivique.eu</u>

(revue francophile et europhile)



Dirigée par Jean-Philippe Moinet



#RevueCivique

@RevueCivique @JP Moinet

Le site internet : un carrefour d'analyses et d'idées

Articles et entretiens

Out sommes-nous 2

Notre actualité

Études, livres, sondages

Bonnes pratiques



Citoyens et vie publique

Un antiracisme qui reste

nommée LICA, la Lique

internationale co ..

d'actualité: la LICRA fête ses 90

Crée en 1927 et anciennement

Les mesures Macron : des phénomènes d'opinion qui passent sous les radars (habituels)

Les indicateurs quantitatifs semblent bien insuffisants, en terme de sondages, pour saisir certains nouveaux phénomènes d'opinion, pour en caractériser la singularité et en cerner les contours. Et si la France



Responsabilité des Médias

Rechercher...















Civisme d'entreprise



Études, livres, sondages



Un Encel géopolitologue peut cacher un Frédéric humoriste Commentaire de Leo Keller pour Blogazoi, suivi d'un extrait du

Reporters sans frontières: le

risque de « grand basculement » pour la liberté de la presse

Publié depuis 2002 à l'initiative de

Reporters sans Frontières (R ...

LES PARTENAIRES DE LA REVUE CIVIQUE

Vie économique et sociale



Corinne Lepage : « le sujet, c'est la survie de l'Homme, pas de la planète » (à France Audacieuse)

L'avocate Corinne Lepage est une femme politique engagée, depui ...

Europe



Propositions pour démocratiser davantage l'Europe (par le Mouvement Européen-France) « Allons plus loin pour démocratiser l'Union européenne 10.D ...

Sélection de vidéos (et de discours)



Quand Trump rend service à Macron (débat France24, avec JP Moinet)

Analyse de Jean-Philippe Moinet, fondateur de la Revue Civique (ici

Monde



« La délinquance de l'avenir: la cybercriminalité » (par F. Gueham, Fondapol)

Cyber-harcelement, escroqueries en ligne, cyberdépendance, trafics,

Abonnez-vous à notre newsitter

F-mall*

Je m'abonne I

Réflexions croisées sur la crise démocratique (avec JP Delevoye, à la Fondation Jean Jaurès)

Articles et entretiens > Citoyens et vie publique



Morceaux choisis d'un débat où intervenaient notamment Karine Berger, Jean-Paul Delevoye et Cécile Untermaier, rencontre organisée (en 2016, mais publié en octobre dernier par la Fondation Jean Jaurès).

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) est un outil institutionnel d'observation privilégiée de l'état de notre société et de sa vitalité démocratique. Voici, dans les textes synthétiques ci-dessous, des morceaux choisis d'un débat entre quatre personnalités, sur le thème la représentativité du système politique actuel. Jean-Paul Delevoye, qui a présidé cette institution, a livré le fruit de ses nombreuses expériences (il a présidé aussi l'Association des Maires de France et a été Médiateur de la République), Karine Berger, ancienne députée, porte aussi des propositions pour rénover notre démocratie. A cela s'ajoutait un regard de Dominique Raimbourg, alors député, qui a initié la démarche « La loi pour tous, tous pour la loi ». Cécile Untermaier, autre contributrice au débat est, de son côté, députée (PS) de Saône-et-Loire.

Le débat s'est articulé autour des questions suivantes : comment lutter contre l'antiparlementarisme latent ? Est-ce en réformant le mode de scrutin des élus, en le rendant plus « démocratique », ou en procédant par tirage au sort comme pour les jurés d'Assises ? Comment rapprocher davantage ces élus du peuple qu'ils représente ? Peut-être en donnant plus de poids aux citoyens par rapport aux partis politiques ? La question de l'émergence des partis dits « antisystème » dans le monde a aussi été analysée. Une critique du courttermisme et du « jeu de pouvoir pour le pouvoir », a été également émise par les débatteurs.



L'analyse de Karine Berger

a (...) La question soulevée comporte une dimension générationnelle (...). Nous proposions que les membres du Sénat soient tirés au sort parmi les citoyens. L'idée était d'obtenir une assemblée qui, au lieu de relever comme aujourd'hui des mécanismes de partis politiques, corresponde à une représentation citoyenne. Notre idée était de lutter contre

Victoire du Parlement européen des jeunes au « Prix de la Démocratie » 2017

Articles et entretiens > Bonnes protiques > Citoyens et vie publique > Civisme associatif



Le Lauréat du Prix de la Démocratie 2017, choisi parmi huit finalistes, a été: Le Parlement européen des jeunes France (PEJ-France). Le jury (dont le fondateur de La Revue Civique faisait partie) s'était réuni au Sénat, la remise du Prix ayant eu salle René Coty de la Haute Assemblée (of photo ci-dessus). Placé sous la Haut patronage, cette année, du Président de la République, Emmanuel Macron, et du Parlement Européen, ce Prix, qui promeut des initiatives associatives qui favorisent la participation des citoyens, a parmi ses partenaires: la Revue Civique, les médias Ouest-France, le Groupe La Montagne, le quotidien La Croix, la Fondation Robert Schuman, La Fondation Varenne, l'Association des Maires de France (AMF).

Le PEJ-France est la section nationale française du Parlement Européen des Jeunes (PEJ), organisation internationale créée à Fontainebleau en 1987 et présente dans 39 pays du continent. Il s'agit d'une association d'éducation populaire qui a pour ambition de constituer une plateforme de rencontres et d'échanges pour les jeunes de 16 à 25 ans en France et sur l'ensemble du continent européen, et entend former la jeunesse aux questions européennes et la rapprocher de la vie publique. Depuis 1994, date de sa fondation, le PEJ-France s'attache donc à relayer en France l'action du PEJ et à promouvoir la citoyenneté dans sa dimension européenne auprès des jeunes, en les intéressant au développement de l'Europe. Soutenu par les institutions européennes et nationales, ainsi que par les collectivités territoriales, le PEJ-France s'est considérablement développé ces dernières années. Le comité national français est actuellement considéré comme le plus dynamique d'Europe.







Modalités du concours et précédentes éditions



Un antiracisme qui reste d'actualité: la LICRA fête ses 90 ans!

Amis de la revue > Articles et entretions > Bonnes pratiques > Citoyens et vie publique > Civisme associatif > Engagements et Mémoire: leçons d'hier et actions d'aujourd'hui



Crée en 1927 et anciennement nommée LICA, la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) est l'une des plus anciennes associations antiracistes au monde.

La LICRA soutient tous combats contemporains contre la haine, comme le racisme et l'antisémitisme sur internet. Désireuse d'être en première ligne, notamment pour former et prévenir dans le cadre de conventions passées avec les ministères, les collectivités locales ou les entreprises, l'association se veut indépendante et au-dessus des clivages, qu'ils soient politiques ou confessionnels. Elle a le statut d'organe consultatif auprès des Nations Unies et du Conseil de l'Europe.



De hautes personnalités étaient présentes, pour souffler les bougies d'anniversaire de la LICRA: du monde culturel, Enrico Macias et Charles Aznavour (vidéo ci-dessus, et cf la série de photos ci-dessous) ont tenu à rappeler l'importance de l'engagement contre le racisme et l'antisémitisme. Le Président de l'Assemblée Nationale, François de Rugy, a pris la parole à cette occasion pour souligner toute l'actualité de cet engagement et la gravité des agressions racistes et antisémites, dans un contexte, a-t-il précisé, que ne doit laisser aucune place aux complaisances vis-à-vis des radicalités et des intolérances. Vice-Président de l'Assemblée Nationale, Hugues Renson (député LREM de Paris), tenait aussi, par sa présence, à témoigner de sa solidarité avec les acteurs du combat contre le racisme et l'antisémitisme. Tout comme Pierre-Yves Bournazel, député LR de Paris. Pour sa part, l'imam Chalghoumi, auteur de « Agissons avant qu'il ne soit trop tard » (dialogue avec David Pujadas; éditions du Cherche Midi), était également présent, aux côtés de Marek Halter par exemple, pour montrer et redire que la lutte contre les intolérances dépasse, naturellement, toutes les frontières, confessionnelles en particulier.

« Sentinelles », soldats inconnus en photos hommage

Articles et entrettene > Citoyene et ute publiqu



Sortie récente d'un beau livre de photographies, « Sentinelles » (Editions Pierre de Taillac), sur ces hommes et ces femmes qui veillient en permanence.

Près de deux ans après les terribles attentats du 13 novembre 2015, ce illure rend hommage à ces solidat/eis discret/eis, qui apportent chaque jour une contribution décisive à notre sécurité, sur le terriboire français. Il a été réalisé par la photographie Sandra Chenu Godefroy, qui a quitté les Alpes à l'âge de 18 ans pour étudier la photographie à Paris. Elle rejoindra la Gendarmerie, en qualité de photographe militaire, avant d'engager un parcours de photographe Indépendante en région parisienne (spécialisée dans les domaines du secours, de la sécurité et de la prise de vue en conditions extrémes).

Dans ce livre, composé de 474 photos, elle porte un regard exceptionnel sur ces soldats déployés sur le territoire, en opérations « Sentinelles », en prévention contre les actes terroristes. De superioes clichés sur celles et ceux qu'on ne photographie jamais. De Montmartre à la Tour Effei, des Champs-Elysées aux abords des écoles, ces soldats montent le garde, avec abnégation. Sandra Chemu Godetroy les a suivis pendant plus d'un an. Et donne un visage, et humanité, à ces soldats inconnus.

Voici of dessous quelques unes de ces photos sur ces soldats défenseurs de la République, auxquels la Revue Civique se plait de rendre hommage.





Le site internet : Rubrique «Responsabilité des Médias»

Transformation numérique et responsabilité démocratique: les médias de service public, selon Mathieu Gallet (note Terra Nova)

Articles et entretiens > Responsabilité des Médias



Dans une note pour le think tank Terra Nova (note de 21 pages), le Président de Radio France, Mathieu Gallet, s'interroge sur la nécessité et les possibilités de transformation des médias du service public afin de les arrimer davantage au Web et à la révolution numérique en cours dans le monde. Pour ce faire, M. Gallet en liste et détaille les grands axes potentiels et parle aussi de ce qui a déjà été fait (en prenant les exemples de France Info et France Bleu) : maîtrise des data, organisation en média global, nouvelle forme de management en interne fondée sur l'intelligence collective, mise en place d'un environnement réglementaire plus responsabilisant pour les réseaux numériques, réforme du mode de financement de l'audiovisuel public, etc. La Revue Civique fait ici la synthèse de cette note de prospective sur les médias de service public.

-Investir fortement dans le web et les réseaux sociaux

Tout d'abord, ce rapport de Terra Nova relève que les modes de diffusion et de consommation de l'information ont beaucoup évolué. Les jeunes de la fameuse « génération Y » se sont en effet écartés des supports médiatiques traditionnels. La reconstruction d'un lien direct avec cette catégorie de la population est donc une priorité pour Mathieu Gallet, d'autant plus que l'usage d'Internet comme moyen d'accès privilégié à tout média s'étend rapidement à toute la population. Si cet univers technologique et concurrentiel des médias impose une nouvelle stratégie, il est faux de croire, estime-t-il, que ces mutations auraient diminué le besoin de médias de service public dans la société française. Au contraire, ceux-ci doivent plus que jamais promouvoir, dans ce nouvel environnement instable, l'accès à une information fiable et de qualité, ainsi qu'à « la construction d'une conscience partagée », sorte de conscience civique, souligne le rapport.

Lutter contre la fracture territoriale

Cette réflexion doit être menée, est-il précisé dans ce rapport, avec une volonté de reconquête d'audience : auprès des jeunes qui éprouvent une distance croissante à l'égard des canaux traditionnels, mais aussi des publics ruraux, qui ressentent l'existence d'une fracture territoriale centres urbains/zones périphériques. « Les médias publics doivent trouver les moyens de renforcer le lien social sur tout le territoire, là où il se distend », grâce par exemple à l'action des stations régionales de France 3 pour la télévision et des quarante-quatre antennes de France Bleu en radio, insiste M. Gallet. La qualité de l'information de l'audiovisuel public est d'autant plus cruciale que nous sommes dans un contexte de défiance généralisée vis-à-vis du travail journalistique traditionnel.

Le site internet : Rubrique «Responsabilité des Médias»

Les tendances de la campagne 2017 : le risque des fake news

Articles et entretiens > Responsabilité des Médias



A l'issue d'une campagne présidentielle d'une rare intensité, Emmanuel Macron a été élu, dimanche 7 mai, président de la République. Cette victoire dans les urnes conclut une longue séquence de plusieurs mois de campagne en ligne, qui ont vu internautes, militants, candidats et hackeurs se réapproprier le Net d'une manière inédite. Le site du Monde dans sa rubrique « Pixels » revient sur les cinq tendances majeures de cette élection, en particulier le risque des fake news.

Voir l'article du Monde fr



Propositions pour démocratiser davantage l'Europe (par le Mouvement Européen-France)

Articles et entretiens > Europe



« Allons plus loin pour démocratiser l'Union européenne ! », Déclaration des membres de l'Assemblée générale du Mouvement Européen – France (adoptée à La Rochelle, le 19 novembre 2017).

La Revue Civique publie ici l'intégralité de cette déclaration « Manifeste » du Mouvement Européen-France. Elle contient des propositions précises pour réformer l'Union européenne de l'intérieur (moins d'opacité, plus de démocratie interne notamment vis-à-vis de la Commission européenne), à la faveur des élections européennes en 2019 qui devraient, selon ce mouvement, s'organiser dans le cadre des régions françaises plutôt que dans le cadre de listes nationales (qui risque d'éloigner les députés européens des citoyens-électeurs, et risque aussi de politiser à outrance ce scrutin, en l'éloignant des enjeux européens).



Le Mouvement Européen, historique mouvement militant des groveuropéens. Aujourd'hui présidé par l'ues Bertoneini ; Secrétaire général, Olivier Mousson.

Un combat pour plus de démocratie interne dans les institutions de l'UE

« L'élection présidentielle du printemps 2017 a délivré un message clair : la grande majorité de nos compatriotes souhaite que la France continue à appartenir à l'Union européenne (UE), et leur priorité est de peser sur l'évolution de la construction européenne et les décisions prises en notre nom.

Quelques avancées démocratiques ont contribué à renforcer l'influence citoyenne sur le fonctionnement et les politiques de l'UE : parmi elles, l'élection des parlementaires européens au suffrage universel direct et le renforcement continu de leurs pouvoirs, y compris au moment de la désignation du Président de la Commission européenne. Mais il faut aller beaucoup plus loin, au moment où la cohésion et le futur de l'UE suscitent un vif débat, pour démocratiser la vie politique européenne.

Défense européenne: un débat relancé et actif

Articles et entretiens > Europe



Une conférence était récemment organisée par « le Rassemblement pour l'Organisation de l'Unité Européenne » (ROUE) et le Mouvement européen – France (le 21 novembre) à l'Hôtel de l'Industrie, à Paris. Elle réunissait Jean-Luc Reitzer (député LR, membre de la Commission des affaires étrangères), Michel Grimard (Président de cette association ROUE), et les Généraux Jean Cot et Jacques Favin-Lévêque. La conférence a notamment tourné autour de cette problématique: en quoi une défense autonome de l'Europe, organisée « par les européens », estelle nécessaire et quels moyens lui allouer, sachant qu'il existe déjà l'Organisation de l'Atlantique Nord, l'OTAN?





Le Mouvement Européen, historique mouvement militant des pro-européens. Aujourd'hui présidé par Yves Bertoneini; Scarétaire général, Olivier Mousson.

Qu'est-ce que le projet d' « Europe de la Défense » ?

Michel Grimard a introduit le débat en estimant que l'UE, selon lui, se serait toujours fixé deux objectifs dans sa politique de Défense : améliorer sa coopération avec la Russie et acquérir plus de souveraineté vis-à-vis des États-Unis. L'occasion en tout cas, aujourd'hui, d'introduire auprès du public le concept de «Défense européenne» ou d'Europe de la Défense. Il s'agit de réfléchir un vieux concept de commandement militaire européen autonome, voire d'armée européenne, porté par l'Europe depuis sa fondation sans jamais avoir vraiment pu aboutir, et voué à être « le substitut de L'OTAN » selon M. Grimard. Ce dernier salue à ce titre la mise en place très récente de la PESCO (Politique européenne de sécurité commune) sous impulsion française ; un premier pas concret vers cette objectif d'Europe de la Défense, évoqué en théorie depuis 70 ans.

Royaume-Uni, Espagne: y a-t-il un (bon) pilote dans l'avion ? (par Dominique Moïsi)

Articles et entretiens > Europe



Dominique Moisi est un politologue et géopoliticien français de renom. Diplômé de Sciences Po et d'Harvard, doctorant sous la direction de Raymond Aron dont il a été l'assistant, et membre fondateur de l'Institut français des relations internationales (Ifri) en 1979, il est actuellement professeur au King's College à Londres. Il a rejoint l'Institut Montaigne en 2016 comme conseiller spécial pour les questions géopolitiques. Il y publie chaque semaine sur le blog de l'Institut ainsi que dans les journaux Les Echos et Ouest France ses analyses sur l'actualité internationale. Dominique Moisi est également chroniqueur pour le Financial Times, le New York Times et Die Welt.

Voici la tribune qu'il publiait demièrement sur le syndrome des séparatismes qui traversent l'Europe, avec deux défauts opposés, estime-t-il : celui d'un autoritarisme rigide de M. Rajoy, chef du gouvernement espagnol, concernant la Catalogne ; celui d'une fluctuation insaisissable de Mme May, chef du gouvernement britannique, au sujet de 'Brexit'.

« Mariano Rajoy a montré trop d'autoritarisme face aux indépendantistes catalans. A l'inverse, Teresa May n'a cessé de changer de ligne à propos du Brexit. Dans les deux cas, la médiocrité de leur leadership plonge leur pays dans la crise.

La Grande-Bretagne et l'Espagne ont une longue histoire commune. A la fin du seizième siècle, c'est la nature, sous la forme d'une terrible tempête, qui sauva l'Angleterre de l'invasion de la « Grande Armada ». A Trafalgar, au début du XIXe siècle, les deux pays étaient alliés dans leur résistance commune à la France napoléonienne.

Médiocrité commune de leurs leaderships respectifs

Aujourd'hui, les deux pays sont à nouveau unis, tristement devrait-on dire, par la commune médiocrité de leurs leaderships respectifs. Les suites du référendum sur le Brexit en Grande-Bretagne tout comme la tentative de référendum en Catalogne nous fournissent la preuve, a contrario, que la qualité ou non-qualité des Hommes reste le facteur explicatif décisif de l'histoire humaine. Ce sont les Hommes qui font l'Histoire, même s'ils ne savent pas l'Histoire qu'ils font.



Dominique Moisi, conseiller spécial de l'institut Montaigne, pour la géopolitique.

L'extrême droite autrichienne utilise deux leviers populistes »
 (par JP Moinet, sur Atlantico)

Europe



Sujet à ne pas sous-estimer: le national-populisme d'extrême droite en Autriche, pays qui connaît (pourtant) une belle prospérité économique, c'est même l'un des pays les plus riches d'Europe. Dans cette interview à Atlantico.fr, Jean-Philippe Moinet, qui a été Président de l'Observatoire de l'extrémisme, explique comment les deux leviers propres aux extrémismes de droite ont bien fonctionné au bénéfice du parti autrichien FPÖ, dans un pays qui n'a pas fait l'objet — contrairement à l'Allemagne de l'après-nazisme — d'un effort aussi intense (en milieu scolaire notamment) de promotion des atouts de la démocratie et de l'ouverture au monde.

Il répond aussi à la question des porosités entre l'ultra-droite et l'extrême-droite; une alliance « à l'autrichienne », FNLR, serait-elle transposable en France ? Sa réponse est négative.

Atlantico: Des élections législatives anticipées ont lieu ce dimanche en Autriche et près de 6.3 millions d'électeurs sont appelés pour renouveler leur Parlement. Comme au début des années 2000, la tentation populiste guette, à travers le vote pour le parti d'extrême droite (FPÖ) alors que l'Autriche ne connaît pas de difficultés économiques particulières. Comment expliquer, dès lors, cette tentation dans ce pays ? Quels leviers sont activés par les populistes de droite du FPÖ ?

Jean-Philippe MOINET: Les leviers populistes de l'extrême droite procèdent de (et en même temps amplifient) une réaction multidimensionnelle aux crises subies, aux évolutions en cours, à tout ce qui est perçu ou présenté comme « une menace »: sur les traditions, les cultures, les acquis (économiques et sociaux notamment).

Le phénomène n'est pas nouveau, il a d'ailleurs pris forme, de manière particulièrement extrême et dangereuse, dans cette partie de l'Europe, qui a porté le nazisme – « national-socialisme »- au pouvoir, transformant la défense de l'identité nationale, et soi-disant raciale, de la grande Allemagne en un infernal mécanisme totalitaire et meurtrier qui a fait sombrer le continent européen dans une guerre totale et dans une tragédie pour l'Humanité.

On en est bien sûr pas là avec la montée des nationaux-populismes de droite extrême, actuellement dans certains pays d'Europe centrale, et en Autriche. Il ne faut néanmoins pas tomber dans le relativisme historique et, sans faire de comparaison qui ne serait pas raison, ne pas avoir non plus la mémoire courte. L'Autriche, contrairement à l'Allemagne démocratique de l'après-guerre, n'a pas bénéficié du même effort, en milieux scolaires notamment, de promotion constante des vertus de la démocratie et de l'ouverture au reste du monde. Ce pays a même

Discours projet pour une « refondation européenne » (E. Macron)

Europe > Sélection de vidéos (et de discours)



La visite d'État du Président de la République, Emmanuel Macron, à Athènes a été marquée dans l'opinion public par son mot sur les « fainéants », occultant par là un autre discours prononcé le jeudi 7 septembre 2017 sur la colline du Pnyx, où le Président détaillait son projet européen et son souhait de voir la France prendre des initiatives « transformatrices » sur le sujet européen pour aller vers une mise en cohérence de la Zone Euro.



(Ouverture en grec) Je ne sais pas, Mesdames et Messieurs, si je dois prendre vos applaudissements comme un soulagement que je m'arrête de parler en grec, ou un remerciement de cet essai.

Merci en tout cas... Merci en tout cas, Monsieur le Premier Ministre, Cher Alexis, merci à vous, Mesdames et Messieurs, de m'accueillir en ce lieu, de m'accueillir aujourd'hui où je veux avoir, avant de m'exprimer devant vous, plus qu'une pensée, un partage avec l'ensemble de mes compatriotes qui, depuis hier, vivent l'angoisse, le dénuement, à quelques milliers de kilomètres d'ici, à Saint-Barthélémy et Saint-Martin, qui ont été touchés par un ouragan terrible. Nous avons des victimes, nous avons des vies bousculées, nous avons des dommages graves, et c'est ce soir pour eux que je veux aussi avoir une pensée.

Le trouble qui touche la relation transatlantique (étude German Marshall Fund of USA)

Articles et entretiens > Monde



Les résultats d'un sondage, mené du 18 janvier au 16 mars 2017 par The German Marshall Fund of the United States, donnent une image troublante des préoccupations supposément partagées par les leaders d'opinion d'un côté et de l'autre de l'Atlantique. Les personnes interrogées, dont les invités du Forum de Bruxelles et les anciens élèves-auditeurs du GMF Marshall Memorial Fellowship, du Transatlantic Inclusion Leaders (TILN), du Manfred Wörner seminar (MWS) et de l'American Political Science Association (APSA), ont évoqué ce qui les inquiète le plus, les institutions auxquels ils font confiance et ce qu'ils attendent concernant l'avenir de la relation transatlantique. Comme le souligne Bruce Stokes, le directeur de l'étude, les résultats révèlent à la fois des causes communes et des divergences d'opinion, surprenantes entre les leaders européens et américains.

L'inquiétude qui vient de la Russie

Ni l'augmentation du nombre de réfugiés, ni l'influence des Etats-Unis dans le monde ne semblent être des préoccupations pour ces leaders d'opinion, d'un oôté et de l'autre de l'Atlantique. Pour eux, trois questions primordiales dominent: les conséquences négatives relatives au changement climatique (70%) ; les cyber attaques mis en œuvre par des pays tels que la Russie (86%) ; et l'influence croissante de la Russie dans les affaires internationales (82%). Il s'agit de trois sujets, force est de la constater, pour le moins occultés par le nouveau Président américain. Donald Trump, en tout cas dans les premiers temps de son mandat. Si l'influence de la Chine reste un sujet moins urgent pour les élites américaines et européennes, les deux autres sujets qui attirent leur attention sont l'état actuel de l'économie mondiale et la montée du terrorisme islamiste de Daech (tous les deux à 55%).

En regardant les préoccupations par région, le panorama change considérablement. Si les dirigeants américains interrogés semblent plus inquiétés par les cyber attaques (84%, contre 56% pour les européens) et la montée du pouvoir chinois (47%, contre 23% pour les européens), les élites du vieux continent sont davantage troublées par les défis à relever pour le changement climatique (86%) et par le nombre croissant de réfugiés provenant de la Syrie et de l'Irak (35%).

Une profonde chute de confiance dans les relations administration Trump/gouvernements européens

Quoi qu'il en soit, l'avenir de la relation transatlantique ne levait, dans cette période de début d'année 2017, que très peu d'espoirs. Lorsque le panel est interrogé sur l'avenir des relations entre l'administration Trump et les principaux gouvernements européens, une majorité (77%)

L'analyse des réseaux criminels russes, qui vise l'Europe (par ECFR)

Articles et entretiens > Monde



Aujourd'hui, le crime organisé russe serait responsable d'environ un tiers de l'héroine qui circule en Europe et d'une grande partie des importations d'armes illégales. Tel est le verdict de Mark Galeotti, chercheur à l'European Council on Foreign Relations, think-tank européen. Les organisations criminelles prennent différentes formes, dans différents pays, appuyant directement ou indirectement de nombreux gangs locaux européens. Bien que la police européenne essaie de les poursuivre, souligne cet auteur, elle est incapable de lutter contre ce fléau car la gnille de compréhension de ces gangs est obsolète. Décryptage.

Ce qui rend le crime organisé russe, même s'il n'est pas étatique, aussi difficile à appréhender provient notamment du fait qu'il développe une relation fluide avec les appareils de sécurité du Kremlin, les gangs étant en contact avec divers services de renseignement et de sécurité russe. Ces réseaux criminels auraient déjà été exploités par le Kremlin, affirme cet expert, à des fins de renseignement et comme instruments d'influence politique. Une question devenue d'autant plus importante aujourd'hui que la Russie s'attaque ouvertement à l'unité européenne et à l'efficacité de la politique occidentale.

Mais qu'est-ce que le crime organisé russe ? Mark Galeotti le définit non par rapport à l'ethnicité ou la langue, mais par sa relation avec les objectifs de la Russie. Par exemple, certains gangs géorgiens qui ont été découverts dans des opérations en France, en Italie et aux Pays Bas maintiennent des liens forts avec la Russie. Artur Yuzbashev, un criminel géorgien arrêté en France en 2013 pour son rôle dans un réseau de cambriolage international, avait un garde du corps tchétchène et avait été arrêté à Moscou en 2006. Il avait alors passé deux mois de prison, en raison d'accusations liées à la possession de drogues, mais ce passage avait surtout été l'occasion d'établir des liens avec des groupes criminels russes avec lesquels il aurait maintenu le contact, après son arrivée en France en 2010.

La « Route du Nord » de multi-trafics

La « Route du Nord » illustre aussi cette thèse : environ un tiers de l'héroine afghane qui réussit à traverser les frontières européennes arrive sur le continent grâce à cette route qui passe par la Russie, avec des flux vers l'Europe de marchandises contrefaites, de cigarettes non taxées mais aussi de migrants clandestins, d'esclaves sexuels ou encore d'ouvriers victimes de la traite provenant de Russie et de Chine. Et ce n'est pas tout : le réseau existe aussi en sens inverse car l'argent obtenu dans ces activités illicites serait transféré en Russie afin de le blanchir dans un système financier connu pour son manque de transparence. Ces opérations, et d'autres relatives au trafic de biens volés, de denrées alimentaires et d'autres articles comme des objets de luxe, sont en grande partie menées en passant par la Pologne, la Lituanie, puis la Riélornissie

Le site internet : rubriques «Vie économique et sociale» et «Civisme d'entreprise»

L'OCDE: faire rimer lutte contre le déréglement climatique et croissance économique

Articles et entretions > Vie économique et socials



Intégrer à la politique économique des mesures de lutte contre le changement climatique peut avoir un impact positif sur la croissance économique à moyen et long terme. Tel est l'enseignement principal du rapport de l'OCDE α Investing in Climate, Investing in Growth » qui souligne l'importance de ne pas traiter la problématique environnementale séparément (des politiques économiques). Bien au contraire, il faut α rapprocher l'action en faveur de la croissance de celle qui vise le climat » préconise ce rapport. Une vision à 360° qui pourrait augmenter le PIB des pays du G20 de 1 % d'ici 2021 et 2.8 % d'ici 2050. Une croissance du PIB qui pourrait même atteindre la barre des 5%, toujours pour l'échéance de 2050, si l'on prend en compte les retombées économiques positives de l'élimination de certains effets du changement climatique, comme par exemple les dommages liés aux inondations côtières et aux tempêtes.



C'est Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, qui résume le mieux la thèse de ce rapport : « Loin d'être un frein, l'intégration de l'action climatique à la politique en faveur de la croissance peut avoir un effet économique positif ». Les principales recommandations du rapport auprès des pays du G20 sont les suivantes :

Le site internet : rubriques «Vie économique et sociale» et «Civisme d'entreprise»

Environnement et Climat: constat d'urgence et enjeu d'avenir pour les entreprises

Articles et entretiens > Bonnes protiques > Civisme d'entreprise > Entreprises citoyennes



Dans un article de la revue en ligne Projets, résumé ci-dessous par La Revue Civique, un constat alarmiste pour la planète semble se dessiner. Les grands groupes comme les PME devront s'adapter, avec de nouvelles opportunités économiques aussi offertes par la transition énergétique. Voici un panorama de l'étape où nous nous trouvons concernant l'écologie à l'échelle planétaire, et de ce qu'il reste à accomplir en ce domaine dans le secteur privé, pour lutter plus efficacement contre le réchauffement climatique. Panarama qui a été complété par un événement organisé par la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale (le 30 novembre demier), notamment avec la Revue Civique, le magazine We Demain et HEC Alumni: « Après la COP23, les entrepreneurs en action? ».

Vous pouvez découvrir aussi ici, en bas d'article, cinq interviews en vidéos, notamment de l'ancien Ministre de l'Environnement, Brice Lalonde, et de l'ambassadeur du Maroc; (pays hôte de la COP22, en 2016), Chakib Benmoussa.

Contrôler à tout prix la hausse de la température planétaire

Avec l'augmentation des émissions humaines de gaz à effet de serre (GES), la hausse de la température moyenne planétaire pourrait atteindre, selon les pronostics, 3 à 6°C par rapport à la température préindustrielle. Selon Henri de Castries, alors Président d'Axa, les risques deviendraient si nombreux que les assurances comme les États seraient dépassés, et des milliards de personnes plongées dans une misère accrue. Pour éviter la catastrophe, les États signataires des fameux accords de Paris de la COP 21 prévoyaient de limiter cette hausse à 2°C. Un défi d'autant plus colossal (effort drastique d'économie d'énergies, décarbonations de la production d'électricité, restauration des puits de carbone naturels que sont les forêts et la biomasse), que le temps est compté, nous dit l'article de la revue *Projets*.

Le site internet : Rubrique «Études, livres, sondages»

Un Encel géopolitologue peut cacher un Frédéric humoriste

Articles et entretiens > Études, livres, sondages



Commentaire de Leo Keller pour Blogazoi, suivi d'un extrait du dernier ouvrage de Frédéric Encel, membre du conseil scientifique de la Revue Civique.

Frédéric Encel est docteur HDR (habilité à diriger des Recherches) en géopolitique, Maître de conférences à Sciences Po Paris et professeur à l'ESG Management School. Il est l'auteur, notamment, de l'ouvrage « Géopolitique du printemps arabe ». Ci-dessous, vous avez un extrait de son demier livre (Mon Dictionnaire géopolitique, aux éditions PUF) précédé du commentaire de Léo Keller. Outre le fait de commenter l'intérêt de l'ouvrage (une bonne pédagogie avec une explication détaillée de noms et de concepts tels que « guerre », « frontières », « Huntington », « pétrole », « Talleyrand », etc (...) un outil de compréhension du monde, pour tous, efficace et accessible). Léo Keller se focalise sur un passage de livre, qui lui a particulièrement plu : celui qui concerne le sens de l'humour (ou de son absence criante) prêté à différents chefs d'État et personnages historiques.

Léo Keller

« Comme le Beaujolais nouveau, le dernier livre de Frédéric Encel vient de sortir. Son Dictionnaire de géopolitique est d'une clarté exceptionnelle et il a réussi le tour de forceimpressionnant – faire tenir en 172 entrées, l'essentiel de la géopolitique. Du mot Afrique au mot zone, de Clausewitz à Talleyrand en passant par Churchill et De Gaulle. Du traité de Westphalie à l'humour!

Ses articles frappent fort et juste. Ils couvrent tous les continents et toutes les problématiques. Tout comme le bon vin, son Dictionnaire se bonifiera à l'épreuve du temps. Un outil remarquable pour tout honnête homme, un guide indispensable pour tout étudiant.

Ses articles frappent fort et juste

J'ai donc choisi une entrée atypique mais particulièrement jubilatoire : humour. À noter que l'humour n'est pas la moindre des qualités de ce professeur hors de pair dont la passion d'enseigner est si communicative.

À toutes et à tous, je vous souhaite le même plaisir que j'ai eu à parcourir, à sauts et à gambade, ce livre. Je remercie Frédéric Encel de m'avoir donné, une nouvelle fois, l'autorisation de publier in extenso cette entrée.

Le site internet : Rubrique «Études, livres, sondages»

« Prêts pour l'Afrique d'aujourd'hui ? » (un rapport de l'Institut Montaigne)

Articles et entretiens > Monde



Alors qu'Emmanuel Macron, par sa venue (fin novembre) au Burkina Faso et un discours remarqué prononcé devant un public d'étudiants, actualisait la relation France (et Europe) – Afrique, la Revue Civique synthétise ici un rapport de l'Institut Montaigne (paru en septembre) sur ce Continent, « qui n'attend pas la France ».

De nouvelles propositions de stratégie économique pour la France et l'Europe en Afrique subsaharienne

« Prêts pour l'Afrique d'aujourd'hui ? » est un rapport d'environ 120 pages publié par l'Institut Montaigne. Ce travail a été dirigé par MM. Jean-Michel Huet (associé chez BearingPoint, en charge de l'équipe Africa and International Development), et Dominique Lafont (CEO de Lafont Africa Corporation). En plus d'analyser et comparer de manière très détaillée les rapports de force économiques passés et actuels entre France et Afrique d'un côté, puis entre France et grandes puissances mondiales sur ce même continent de l'autre, l'enquête propose dans un second temps une nouvelle stratégie économique franco-européenne renouvelée dans la zone subsaharienne (et dans une moindre mesure pour la zone Afrique de l'Ouest bien que ce ne soit pas le cœur de sujet de cette enquête), articulée autour de neuf propositions phares. Détail et analyse ci-dessous.

L'Afrique n'attend pas la France



Perte de vitesse et d'influence : la France décline en Afrique

Contenu du rapport et approche « afro-réaliste »

Aujourd'hui, le continent africain est traversé par une série de transformations rapides d'ordre démographique, politique, économique, sociale et climatique.

Nos projets pour 2018 : l'Observatoire de la démocratie

Qu'est-ce que l'Observatoire de la démocratie?

La Revue Civique va publier, en partenariat avec ViaVoice et la Fondation Jean Jaurès (et un groupe de médias), un nouvel Observatoire de la démocratie, dont la prochaine édition est prévue pour janvier 2018. Une étude similaire avait déjà été réalisée en 2016 :



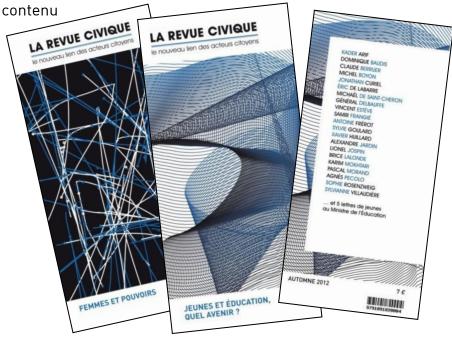
L'institut de sondage Viavoice publie, en ce triste anniversaire du 21 avril 2002, son premier Observatoire de la Démocratie, réalisé en partenariat avec Terra Nova, Le Monde, France Inter, LCP et la Revue Civique. François Miquet-Marty en dresse ici les premiers enseignements.

La démocratie en France « fonctionne mal » : près des deux tiers des personnes interrogées (64 %) le pensent. En regard de cet état des lieux, ce baromètre annuel ne consiste pas en une nouvelle exploration des pathologies de la démocratie. De nombreux travaux ont déjà été consacrés à cette réflexion. Il nous semble maintenant nécessaire de passer de l'analyse à l'action, aux hypothèses de transformation concrètes de notre démocratie. Si cette mutation doit légitimement mobiliser les politiques, les juristes, les experts, elle ne pourrs s'accomplir sans le soutien, voire l'impulsion des citoyens eux-mêmes. Pour cette raison, cette enquête vise à identifier quelles sont, pour l'opinion française aujourd'hui, les meilleures voies d'optimisation de la démocratie au cours des années qui viennent : une quarantaine de solutions ont été évaluées. Les données obtenues révèlent une aspiration profonde visant à replacer la démocratie au coeur de la société. Et cette aspiration apparaît bien plus importante que les souhaits de réformes de la citoyenneté ou des institutions. Elle constitue une réponse au divorce alarmant résumé par un électeur : « Il y a leur démocratie et il y a ma vie... ».

- 1. Placer l'action publique sous « l'oeil du peuple » Le premier registre de solutions consiste à placer l'action publique sous « l'oeil du peuple » et notamment :
 - Avoir α des dirigeants qui expliquent davantage le sens de leur action, leur vision » (85 %) :
 - Avoir « des dirigeants qui présentent davantage le bilan de leur action » (86 %);
 - « Rendre systématique l'évaluation des politiques publiques deux ou trois ans après leur mise en oeuvre » (81 %);
 - « Permettre à une assemblée de citoyens de démettre des élus qui ne respectent pas leurs engagements » (82 %). Dans son principe, ce dispositif correspond à la procédure de « recall » appliquée notamment aux États-Unis, et permettant à des citoyens, par pétition, de demander un référendum pouvant conduire à la destitution d'un gouverneur (État de Californie). Ces attentes sont fondamentales parce qu'elles traduisent :
 - La défiance envers la politique, qui justifie un contrôle plus étroit de l'action publique par les citoyens;

Nos projets pour 2018 : Reprise de numéros papier

Pour le **printemps 2018**, La Revue Civique prévoit, une nouvelle fois, de sortir un numéro spécial en format papier, grâce à l'aide de **partenaires** et **think tanks** qui contribueront au



Ci-dessous les couvertures des exemplaires des **numéros papiers 14 et 15** de La Revue Civique, publiés en **décembre 2014** et **janvier 2015** (dans le contexte des attentats à Charlie Hebdo dans le cas du n°15):



Nos projets pour 2018 : Reprise de petits-déjeuners/débats

Des personnalités en rencontres, avec des invités, dont :

- Des responsables de think tanks et d'Ong partenaires de La Revue Civique (Institut Montaigne, Fondapol, Fondation Jean Jaurès, Terra Nova, France Audacieuse, Delors Institute, Fondation Schuman, etc.)
- Des dirigeants d'entreprise, des intellectuels, des universitaires, des journalistes...





Exemples de petits-déjeuners/débats organisés par La Revue Civique (ici à gauche, avec Nathalie Loiseau, devenue Ministre de l'Europe et Jean-Paul Delevoye, ancien Président du CESE, aujourd'hui Haut Commissaire à la réforme des retraites)

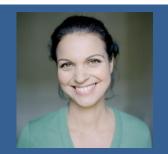
Nos conseils

Un comité de parrainage de personnalités plurielles

À la demande de Jean-Philippe Moinet, fondateur de *La Revue Civique*, des personnalités aux sensibilités et activités diverses ont accepté d'accompagner et soutenir la revue, dans ce comité:









Dominique SCHNAPPER : sociologue, écrivain, ancien membre du Conseil Constitutionnel

Isabelle GIORDANO : journaliste, productrice d'émissions et directrice générale d'UniFrance Films

Guy SORMAN: essayiste

Alexandre JARDIN : écrivain, fondateur de « Lire et faire lire » et du mouvement « Les Zèbres »

Isabelle JUPPÉ: écrivain

Roger FAUROUX : ancien Ministre, ancien Président de Saint-Gobain

Florence DAUCHEZ : journaliste de télévision, ex-Groupe Canal +

Jean-François MATTEI : ancien Président de la Croix-Rouge française

Antoine FRÉROT : Président de Veolia Environnement

Francis BALLE: universitaire, ancien membre du CSA

Émilie AUBRY : journaliste de télévision - ARTE, LCP

Le Général GEORGELIN : ancien Chef d'État Major des Armées, Grand Chancelier de la Légion d'Honneur

Anne-Marie Idrac

Présidente d'Honneur de l'Association des Amis de La Revue Civique







ANCIENNE PRÉSIDENTE DU MOUVEMENT EUROPÉEN - FRANCE

ANCIENNE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX TRANSPORTS

ANCIENNE DÉPUTÉE

ANCIENNE PRÉSIDENTE DE LA RATP PUIS DE LA SNCF

ANCIENNE SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Philippe Cayla

Nouveau membre du comité de parrainage de La Revue Civique







ANCIEN PRÉSIDENT DE LA CHAÎNE TV EURONEWS

PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE DE LA CHAÎNE TV EURONEWS

Président de l'association « Européens sans frontières »

Yannick Blanc

Nouveau membre du comité de parrainage de La Revue Civique







PRÉSIDENT DE L'AGENCE DU SERVICE CIVIQUE

PRÉFET, HAUT COMMISSAIRE À L'ENGAGEMENT CIVIQUE

Contacts

Twitter: abonnez yous au (tout récent) compte de La Revue Civique!



@ RevueCivique

#RevueCivique

Jean-Philippe MOINET Fondateur - Directeur 06 19 60 89 62 ipmoinet@revuecivique.eu

Théo LABI Rédacteur (web) 01 77 92 70 81 infos@revuecivique.eu



www.revuecivique.eu